

PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

Une drôle d'affaire

Eric Bertinat - Cela s'est passé la semaine dernière dans un gymnase vaudois. Un professeur s'est fait pister sur internet par ses élèves grâce à un logiciel de reconnaissance faciale qui scanne le web. C'est un petit jeu qui se pratique souvent, paraît-il. Particulièrement intrusif, ce petit jeu débusque les pages internet sur lesquels sa bobine apparaît. Par exemple sur un forum d'échanges de photos et vidéos érotiques où la bobine de l'enseignant apparaît. Et pas que sa bobine. Et les jeunes de dénoncer *ipso facto* l'enseignant à la direction de l'école qui réfléchit à prendre des sanctions. Pour l'heure, je n'en sais pas plus mais qu'importe. C'est la réaction de la direction de l'établissement qui m'interpelle.

Sur quels critères s'appuient la direction pour punir ce professeur lubrique? Sur la bonne réputation de son corps enseignant alors que se balader nu à une *Gay Pride* ne semble pas poser de problème? Sur la bonne vieille morale judéo-chrétienne qui condamne le vice? Ou plus simplement parce que l'on n'ose plus s'opposer aux étudiants, nouveaux petits commissaires du peuple comme au temps de l'Union soviétique? Le délateur est honoré, le fauteur de troubles, ou dénoncé comme tel, traîné dans la boue. Mais de quelle boue parlons-nous, à l'heure de l'«homme enceint», des «iels», des changements de sexe selon son bon plaisir, de la sexualisation précoce à l'école enfantine, des pressions islamo-gauchistes jusque dans les épreuves des étudiants en médecine (1)? —

(1) 1'000 docteurs et professeurs de médecine lancent un appel après une question polémique sur le conflit à Gaza dans l'épreuve de médecine de l'université Sorbonne Paris Nord Bobigny.

fragment de lecture

Une civilisation blessée au cœur

Car l'Église a besoin d'un bras temporel et même de beaucoup plus. Partout où elle n'a pas la collaboration sincère d'un pouvoir politique indépendant d'elle, elle ne peut survivre qu'en redevenant mystiquement, puis physiquement, une Eglise du silence, une l'Église des martyrs.

Et la réciprocité est certaine. L'ordre naturel ne peut être maintenu dans la vie sociale et culturelle que par un constant appui politique de l'Église militante.

En France, tout au long du XXe siècle, l'Église a de plus en plus refusé d'apporter un soutien militant aux organisations politiques qui défendaient le mariage, l'institution familiale, l'école chrétienne. On a donc eu le développement du divorce, une école publique marxisée jusqu'à l'os, l'institution du «droit» à l'avortement et au mariage homosexuel, l'Église et l'ordre naturel ont payé très cher la condamnation de l'Action française en 1926. Levée en 1939, la condamnation a cependant été maintenue en fait par la majeure partie de l'épiscopat, du clergé et des mouvements catholiques. La référence à Maurras, au nationalisme, au mouvement national y demeure une disqualification morale.

Il y a des solidarités inscrites dans l'ordre naturel des choses et vérifiées par l'expérience historique. L'universel déluge sociologique par lequel l'athéisme l'a emporté en Europe a submergé ensemble la philosophie chrétienne, le catéchisme traditionnel, la liturgie sacrée, la culture

classique des élites, la sainteté du clergé, les bonnes mœurs du peuple chrétien. Il existait d'étroites solidarités temporelles, qui n'étaient ni illégitimes ni arbitraires, entre la théologie thomiste, le nationalisme à la française, le catholicisme romain, la culture gréco-latine des élites, les bonnes mœurs en générales. Ces solidarités étaient d'ailleurs des filiations et des cousinages. On a eu tort de les méconnaître. Elles ont eu tort de se méconnaître mutuellement. Elles composaient une civilisation. Face à la subversion, face à l'inversion diabolique, elles étaient dans le même camp. Elles ont été submergées ensemble.

Toute concertation entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel est infirme, ou trompeuse, quand le pouvoir temporel est sans foi ni loi morale. La concertation n'est fructueuse, pour le bien commun des sociétés, qu'entre l'Église et le pouvoir temporel du laïc chrétien.

Pour exister en tant que tel, soit dans l'opposition aux tyrannies, soit dans le gouvernement de la cité, le pouvoir temporel du laïc chrétien a besoin du soutien militant de l'Église. Et l'Église, pour n'être pas radicalement sans influence sur le droit familiale, sur l'instruction publique, sur la morale civique, a besoin d'un pouvoir temporel du laïc chrétien. —

Jean Madiran, *Une civilisation blessée au cœur* (Éditions Sainte-Madeleine) :
Chapitre V - La victoire de l'athéisme



la neutralité

Un comité de 87 personnalités, constitué notamment d'anciens conseillers fédéraux, professeurs et ambassadeurs, s'est réuni pour repenser la neutralité suisse. Ils ont présenté mercredi 29 mai un « **Manifeste pour une neutralité au XXIe siècle** ». L'objectif est de prendre le contre-pied de l'initiative « **Sauvegarder la neutralité** » qui vise à inscrire cette dernière dans la Constitution fédérale tout en la qualifiant de « perpétuelle et armée ». La guerre en Ukraine oblige effectivement à réfléchir sur ce principe si cher à la population, et si caractéristique de la Suisse à l'étranger.

Jean-Pierre Sow - Un comité de 87 personnalités, constitué notamment d'anciens conseillers fédéraux, professeurs et ambassadeurs, s'est réuni pour repenser la neutralité suisse. Ils ont présenté mercredi 29 mai un « Manifeste pour une neutralité au XXIe siècle ». L'objectif est de prendre le contre-pied de l'initiative « Sauvegarder la neutralité » qui vise à inscrire cette dernière dans la Constitution fédérale tout en la qualifiant de « perpétuelle et armée ». La guerre en Ukraine oblige effectivement à réfléchir sur ce principe si cher à la population, et si caractéristique de la Suisse à l'étranger.

Il faut accorder au Manifeste qu'une agression contre un pays européen offre un cadre différent d'une guerre entre nos voisins. Or, la neutralité suisse est née dans le contexte de guerres intra-européennes auxquelles la Suisse ne voulait pas participer. Marignan (1515) ayant laissé de mauvais souvenirs, les traités de Westphalie (1648) reconnaissent la neutralité helvétique, violée par l'invasion na-

poléonienne (1797), mais confirmée ensuite par le Traité de Paris (1815). Durant des siècles, le continent s'est déchiré, alors qu'aujourd'hui il tente de faire bloc. Serait-ce une bonne raison pour changer de politique ?

Pays neutre, la Suisse a servi lors des dernières guerres de zone tampon, de terrain de rencontre et de pays d'accueil. La neutralité lui permettait aussi de se distinguer et donc de se définir par rapport aux puissances qui l'entouraient, sans tomber dans le giron de l'une ou de l'autre. Menacée d'écartèlement de par ses différentes cultures, la Confédération refusait tout ce qui pouvait favoriser une partie contre l'autre. Cela ne l'empêchait pas de commercer avec tous. Et tous bénéficiaient de cette neutralité. A contrario, si l'Europe était attaquée de l'extérieur, la Suisse ne devrait-elle pas s'associer à l'effort commun ? Cette hypothèse ne doit pas être négligée, et l'initiative constitutionnelle la prévoit. Dans cette perspective qui fait l'unanimité, une défense nationale crédible représente la priorité.

Mais en réalité, d'avantage qu'un ennemi à nos portes, c'est surtout la défense de certains « principes » qui rapproche aujourd'hui les autorités suisses de celles des pays européens ; une vision du monde commune qui réunit pêle-mêle : la démocratie, le « droit international », les droits de l'Homme (et leur caractère « évolutif »), ainsi que la vision ultralibérale de la société qui en découle. Dans le cas d'espèce, le Manifeste mentionne bien le « péché originel » des tensions en Europe : l'invasion de l'Ukraine « en violation du droit international ». Faudrait-il dès lors défendre celui-ci jusqu'au dernier Ukrainien ? Ou y a-t-il confusion entre la fin et les moyens ?

Force est de constater que ces principes qui réunissent les élites européennes divisent le reste du monde. En tordant ce même « droit international », systématiquement invoqué en faveur des intérêts du plus fort, en associant trop souvent les « démocraties » à des guerres sanglantes, mais aussi en favorisant des évolutions sociétales qui s'éloignaient du droit naturel, les pays occidentaux ont engendré la défiance. Leur idéal démocratique a perdu de son prestige, tandis que les autoritarismes locaux se font fort de défendre les spécificités des peuples. En bref, le progressisme agressif a fait perdre toute légitimité d'universalisme aux « valeurs » invoquées par nos autorités.

A contre-courant de l'Histoire, nos Conseillers fédéraux se rêvent à présent en hérauts de ces mêmes « valeurs ». Au Bürgenstock, malgré la volonté initialement affichée, ils réuniront bientôt les alliés de l'Ukraine pour conforter un camp contre l'autre... et durcir les fronts. Notre gouvernement ne devrait-il pas plutôt lancer dans le silence le grand chantier qui consistera à redéfinir les principes communs de l'équilibre international de demain ? Voilà qui pourrait, d'une part réunir plus largement ; d'autre part faire l'unanimité au sein même de sa population. —

Le pape François et l'immigration

Abbé Alain René Arbez - Le 29 septembre prochain aura lieu la journée mondiale du migrant. Sur ce thème qui lui est particulièrement cher, le pape François a déjà donné le ton en affirmant que les migrants sont une « bénédiction pour les pays européens » : Il donne comme exemple l'intégration de migrants intra-européens (italiens, gens de l'est, etc), soulignant au passage l'intérêt de s'ouvrir à l'orthodoxie, mais il passe sous silence le nombre exponentiel des arrivants d'appartenance islamique qui affluent en Europe avec leurs mœurs exogènes.

Le pape argentin va plus loin encore en comparant les mouvements migratoires vers l'Europe à « l'exode des Hébreux » qui ont cheminé avant d'arriver en terre promise. Mais il y a là une réelle difficulté dans la logique du propos puisqu'au contraire les Hébreux une fois libérés de l'oppression subie en Egypte se sont mis en route, lors de la Pâque, vers leur terre d'origine d'où leurs ancêtres étaient partis, à savoir la terre de Canaan, qui verra en Israël l'unification des tribus avec David et Salomon autour de Jérusalem.

A l'inverse, les migrants d'aujourd'hui quittent leur territoire d'origine pour aller vers les pays européens chercher une vie meilleure, souvent dans l'illégalité. Beaucoup – la plupart très jeunes – préfèrent tenter l'aventure du déracinement au risque de leur vie, plutôt que de chercher à trans-

former les conditions de vie de leur région native dévitalisée par la crise économique et politique.

On a entendu le même contre-discours lorsque pour illustrer le voyage vers Bethléem de Marie enceinte en compagnie de Joseph, on nous disait que la sainte famille était la figure des mi-

grants clandestins opprimés dans leur voyage vers l'Europe. Là aussi, on assiste à une inversion du réel, puisque Marie et Joseph ont fait route de Nazareth à Bethléem dans le cadre d'un recensement tout à fait officiel qui les obligeait à s'annoncer légalement à l'autorité romaine occupante.

Certes dans une vision de foi, la dignité de tout être humain doit être rappelée, ce que fait fréquemment et à juste titre le pape François. La bienveillance de Dieu s'exerce envers tous, sans exception. Cependant l'idéologie ne doit pas transformer le réel des situations, même au nom de bonnes intentions. Les opinions publiques en Europe ne sont pas en phase avec cette approche irénique de la migration, et les événements problématiques quasi quotidiens ne plaident pas pour un accueil inconditionnel.

« aime ton prochain comme toi-même » (Lévitique et Évangile), certes. Mais l'évangile de la Samaritaine nous indique que le prochain est celui que l'on choisit librement de reconnaître comme tel au-delà des conventions.

Et ici le « comme toi-même » est essentiel. Si on ne s'aime pas soi-même, on n'a rien de valable à offrir au prochain. Si l'Occident ne s'aime pas et récuse ses propres valeurs judéo-chrétiennes fondatrices, il subira l'effondrement de sa civilisation. —



Serge Abad-Gallardo

**Franc-Maçonnerie et politique,
les liaisons dangereuses**

Salle forum I - Centre social protestant - 14 Rue du Village-Suisse - 1205 Genève
Merci de vous inscrire à l'adresse suivante : info@perspectivecatholique.ch

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile, [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève



Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)
D'avance, nous vous remercions

www.perspectivecatholique.ch